

Débattre et amender la base commune du 38^{ème} congrès pour rassembler les communistes

Quelques réflexions et propositions pour les congrès locaux et départementaux, à la disposition des camarades et que chacun.e peut sélectionner et retravailler à sa guise.

La démarche est de se concentrer sur les points où il apparaît nécessaire d'améliorer le texte face aux tentatives de dénaturation et d'aider les militants à être à l'offensive et rassembleur dans leurs congrès.

D'autres amendements, plus « sectoriels », sont nécessaires. A chacun le soin de les élaborer en fonction de ses connaissances et du « terrain ».

En effet, il est nécessaire de savoir que, statutairement, le Manifeste se devait de ne pas être plus long que le texte proposé par le CN. Il a donc été à dessein nettement plus court et s'est concentré sur les différences avec le texte proposé par le CN. Cela laisse donc de l'espace pour enrichir le Manifeste, devenu à présent base commune de tous les communistes. Sans le dénaturer.

F. Boccara, Y. Dimicoli, D. Durand, J.-M. Durand, N. Marchand.

Le sens général de la discussion

La majorité qui s'est exprimée dans le vote de la base commune ne s'est pas réunie autour d'une personne ou d'un groupe mais autour d'un texte. L'approbation des choix essentiels de ce texte – réorienter le Parti pour affirmer ses idées et son action révolutionnaires – va largement au-delà des 42 % recueillis par le *Manifeste pour un Parti communiste du XXI^e siècle*. Beaucoup de militants ont en effet exprimé un vote différent pour des raisons qui ne tiennent pas au contenu des textes en présence mais de considérations tenant à l'unité du Parti ou à la crainte d'une mise en cause de l'autorité de sa direction.

C'est pourquoi la base commune qui a été adoptée est celle qu'il fallait pour pouvoir rassembler une très large majorité du Parti, 75 % à 80 %. On n'y parviendra pas en juxtaposant des options censées justifier un vote positif de tel ou tel secteur du Parti : c'était la méthode tentée pour la rédaction du texte voté au Conseil national le 3 juin, et cette méthode a échoué. À ce texte, qui cherchait à réunir une petite majorité en en disant le moins possible sur les sujets difficiles, la base commune qui lui a été finalement préférée est celle qui prend position sur les sujets en débat. Ce n'est pas en en disant moins que la majorité d'aujourd'hui pourra s'élargir, c'est en amendant, en enrichissant et en développant les choix clairs que le texte énonce.

Car cette base commune n'est pas seulement un « point de départ ». C'est aussi un point d'arrivée. Les communistes ont voté en toute connaissance de cause, en prenant en compte toutes les informations issues des différentes initiatives prises depuis juin 2017 et des débats qui les ont accompagnées. Pour ne prendre que trois exemples, ces débats ont mis en évidence la nécessité

- de tenir un congrès extraordinaire ;

- d'y procéder à un bilan de la période écoulée, malgré les réticences opposées à cette exigence par les auteurs du texte voté au CN du 3 juin ;
- de mener une campagne persévérante contre le coût du capital opposé au « coût du travail » et pour une autre utilisation de l'argent à tous les niveaux (entreprises, banques, Etat, Régions, Europe, monde), résultat particulièrement massif de la consultation menée à la rentrée 2017.

Autant de points forts de la base commune qui ont contribué à ce que les communistes la choisissent.

C'est donc dans le sens indiqué par le vote des 4, 5 et 6 octobre que le débat doit se poursuivre, et non pas dans le sens d'un retour en arrière vers des conceptions dont ce vote a clairement indiqué qu'elles devaient être abandonnées.

Toute tentative de nier la volonté exprimée par les communistes ou de lui faire obstacle ne peut être qu'une source de division dans le parti et de risque grave pour l'avenir.

Le préambule

Il doit évidemment être allégé des considérations relatives aux motifs de son dépôt (p. 4, lignes 10 à 17 et 53-54 et p. 5, lignes 8 à 17.)

En revanche, il devrait être précédé ou suivi d'une table des matières, comme celle que le texte initial du *Manifeste* comportait.

Le préambule doit également être enrichi sur plusieurs points, par exemple

- pour caractériser le stade actuel de la politique de Macron et des résistances qu'elle rencontre, car la situation a évolué depuis le mois de juin (p. 3, lignes 19 à 25) ;
- pour préciser davantage les enjeux écologiques de ces résistances (p. 3, lignes 30-31) ;
- pour affirmer plus positivement ce qui rassemble les communistes dans la préparation du congrès.

Amendement :

p. 3, après la ligne 25, **ajouter** : « De façon inséparable, la crise écologique s'aggrave et s'accélère, accentuant le besoin de mettre en cause le mode de développement capitaliste. Cette conjonction appelle à construire une convergence entre luttes de classes et luttes écologiques. »

Amendement :

p. 3, entre les lignes 25 et 26, **ajouter** : « De la « loi travail XXL » à la casse de la SNCF, Macron a engagé à marche forcée la soumission de la société française aux exigences des marchés financiers et du grand patronat en profitant d'une majorité à sa botte à l'Assemblée nationale. Mais dans la nouvelle phase de son quinquennat, le capital politique dont il dispose pour aller encore plus loin avec, en particulier, la destruction de notre système de retraites, est entamé. Il n'a pas réussi à briser les reins du mouvement syndical. Son impopularité dans les sondages atteint des records tandis que scandales et défections au sein du gouvernement mettent en évidence les failles

de son dispositif politique. Pour l'heure l'absence de perspective alternative, tant en termes de contenu que de rassemblement, lui permet de poursuivre son projet. »

Amendement :

p. 3, ligne 30, entre « ... discrimination » et « égalité des territoires... », **insérer** « démocratie à tous les niveaux »

Amendement :

p. 3, après la ligne 34, **ajouter** le texte suivant : « Nous avons besoin d'un modèle social, écologique et démocratique nouveau pour répondre aux défis sociaux et environnementaux pour développer les biens communs de l'humanité (climat, biodiversité, qualité de l'air, eau, alimentation, santé, sécurité) et pour permettre à tous les êtres humains d'y accéder. »

Amendement :

p. 4, **supprimer** les lignes 8 à 54.

Amendement :

p. 5, **remplacer** la ligne 1 par le texte suivant : « Le PCF peut sortir de la spirale de l'effacement et de l'affaiblissement. »

Amendement :

p. 5, **supprimer** les lignes 8 à 17.

Amendement :

p. 5 : **remplacer** la ligne 18 par « Notre réponse est formulée en six chapitres : »

1 La première partie, Un bilan critique

On pourra préciser : la critique ne porte pas sur la nécessité, pour le PCF, d'une stratégie de rassemblement, mais que c'est l'optique dans laquelle cette stratégie a été menée, selon laquelle l'effacement des idées révolutionnaires serait une condition du rassemblement, qui est la cause des échecs successifs rencontrés.

Des faits simples peuvent être cités pour justifier, si elle est contestée, la caractérisation des solutions social-démocrates de Mélenchon telle qu'elle est formulée p. 6, ligne 42 (refus de toucher au pouvoir du capital dans l'entreprise, refus de s'attaquer à la BCE).

Dans le paragraphe sur l'URSS (p. 7, lignes 4 à 13) un amendement marque clairement que les choix qui restent à faire sont à l'opposé d'un retour en arrière. Il y a besoin d'une analyse critique et marxiste (sans utiliser là le mot « bilan »), parce que cela nous interpelle et que cela a des conséquences sur notre projet. Il s'agit de reprendre l'effort engagé dès le 22^{ème} congrès du parti, de l'approfondir pour pouvoir le poursuivre et aider les jeunes générations à se l'approprier.

Amendement :

p. 6, ligne 2, après « ... redéfinir notre démarche stratégique »,

ajouter « Les causes de la situation actuelle, qui fait suite à une série de reculs enregistrés depuis les années 70, sont profondes. Elles sont liées à des bouleversements de la société et du monde que le PCF a eu du mal à prendre en compte pleinement, malgré des efforts de novation. Il y a là un travail d'analyse à

reprendre et à poursuivre. Mais il s'agit ici de faire le bilan de nos actes politiques depuis la fin de la « gauche plurielle » et le tournant stratégique qui l'a suivie. »

Amendement :

p. 6, ligne 16, **entre** « ... développer ses idées. » et « Mais la direction du parti... »

insérer « Il décide d'entamer la construction de « fronts » unitaires et d'action. Mais la direction du parti »

Amendement :

p.7, ligne 7, après « a été défaite », **ajouter** « et a échoué ».

Amendement :

p. 7, ligne 8 : entre « ... mouvement communiste » et « au défi d'une analyse approfondie... »

insérer « Nous devons apporter notre contribution à ces débats en reprenant le fil d'une analyse marxiste critique engagée dans les années soixante-dix. La disparition de l'URSS nous plaçait dans les années 90 au défi, toujours actuel, »

2 Deuxième partie, Relever les défis de la crise

Il est proposé d'introduire un paragraphe 2.2 nouveau sur les défis écologiques, sachant que l'écologie est déjà bien développée dans le texte, mais seulement dans la partie sur les propositions.

Le paragraphe (actuellement 2.2) sur la revendication d'égalité entre les femmes et les hommes méritera d'être développé sur la base des travaux de la commission sur le combat féministe.

Une fiche argumentaire est en cours de rédaction pour développer les raisons pour lesquelles nous proposons d'appeler « transition socialiste » « autogestionnaire » la phase dans laquelle les principes communistes s'affirment à travers les luttes de classes sans être encore prédominants face aux principes capitalistes (P. 9, ligne 43).

Amendement :

P. 7, entre les lignes 18 et 19, **insérer** : « Elle exprime des contradictions de plus en plus insurmontables. Des tentatives de réponses capitalistes minent désormais les bases même de la civilisation, provoquant des destructions terribles. Elles nous mettent au défi de réponses vers une nouvelle civilisation de toute l'humanité. Cela exige de révolutionner les rapports sociaux capitalistes de production, de consommation et de répartition, nos relations avec la nature, dominés par l'idéologie néolibérale et l'obsession de la rentabilité. Cela exige de s'attaquer, indissociablement, aux rapports d'exploitation et aux rapports de domination sexistes, racistes, de génération. C'est la base du rassemblement que nous voulons. »

Amendement :

p. 8, après la ligne 19, **créer une nouvelle sous-partie** en insérant le texte suivant :

« 2.2 Le défi écologique exige une véritable révolution

L'urgence écologique suscite des mobilisations nouvelles témoignant d'une prise de conscience qu'il nous faut contribuer à politiser avec l'apport de nos idées révolutionnaires, pour les renforcer et ouvrir une perspective.

Le capitalisme exploite l'humain et les ressources naturelles pour son profit égoïste. La nature devrait être un bien commun de l'humanité tout entière au lieu d'être

marchandisée, voire parfois privatisée. Il est le principal responsable de la crise écologique et du réchauffement climatique. Il provoque pollutions, réfugiés climatiques, épuisement des terres, famines, difficulté d'accès à l'eau, guerres... Le sort de l'humanité et celui de la planète sont indissociables et la pollution n'a pas de frontières : comment protéger les écosystèmes, la biodiversité quand l'humain est en souffrance ?

Mais pour le capitalisme tout a un prix. Il marchandise la nature afin de répandre ses productions sur les marchés du monde entier et le carbone est une valeur cotée en Bourse.

Le capitalisme est anti-écologique. L'idée de « capitalisme vert » est une illusion : on ne peut répondre au défi écologique sans s'attaquer à la domination du capital, à ses pouvoirs, à ses règles, à ses critères, à la façon dont il imprègne notre culture et nos modes de vie. Par exemple, lorsque le GIEC annonce qu'il faudrait dépenser 2 400 milliards d'euros par an pendant 20 ans pour limiter le réchauffement climatique, il met en évidence un défi dont l'ampleur exige au fond une véritable révolution. »

3 Partie 3, Le communisme de notre temps : idéal éthique, visée historique, chemin de lutte

Amendement :

p.11, **compléter ainsi** la ligne 6 : « Cela signifie une révolution des rapports sociaux de production, de répartition, de consommation. »

Amendement :

p. 11, **remplacer** les lignes 7 et 8 **par** : « une appropriation sociale des moyens de production, d'échange et de financement, de la gestion des entreprises, c'est-à-dire une transformation des buts poursuivis, des pouvoirs de décision, et des critères de gestion au service de l'efficacité sociale s'appuyant sur des formes de propriété et de pouvoir nouvelles. »

Amendement :

p. 11, ligne 13, **entre** « ... notamment ceux de l'État » **et** « Cela signifie une transformation ininterrompue des institutions... »,

insérer le texte suivant : « Les néolibéraux cherchent à faire de l'État et des institutions publiques à tous les niveaux, du local au mondial, un pur instrument au service de la rentabilisation du capital et de rapports impérialistes. Nous voulons au contraire mettre le pouvoir d'État au service du développement des capacités créatives et d'intervention de chacune et chacun. Il doit appuyer le mouvement populaire dans la conquête de pouvoirs nouveaux sur les entreprises, les banques et les services publics. »

Amendement :

p. 12 lignes 22 à 28 **à retirer**, car cela fait partie du constat et a été intégré plus haut. Ici on est dans les propositions.

Amendement :

p. 13, **remplacer** la ligne 35 **par** « Émanciper des marchés financiers la société et l'économie »

4 Partie 4, Un nouvel internationalisme pour relever le défi de la mondialisation capitaliste

Amendement :

p. 14, ligne 39, **remplacer** « un bilan communiste de ce qu'a représenté l'Union soviétique est indispensable »

par : « Pour nous communistes, une analyse critique marxiste de ce qu'a été l'Union soviétique et des raisons de son échec est indispensable. Elle armera la bataille d'idées contre la diabolisation de tout communisme, cela nous aidera aussi à développer notre projet communiste novateur. »

Amendement :

Page 15, entre les lignes 8 et 9, **resterait à rédiger** un paragraphe sur la montée de l'extrême-droite partout dans le monde et en Europe, à la suite de l'échec des tentatives social-démocrates et social-libérales.

Amendement :

p. 15 ligne 21 **entre** « Un axe de bataille est que la France sorte de l'OTAN » **et** « rôle moteur en Europe et dans le monde » :

insérer « conteste la domination des Etats-Unis dans toutes les institutions internationales. Face à cette alliance et à cette domination, elle devrait jouer un rôle moteur etc. »

Amendement « émergents, Turquie etc. » :

p. 15, ligne 24, après la parenthèse « (Mexique, Turquie, etc.) ».

ajouter « S'appuyant sur les forces de progrès, cette alliance rechercherait tout particulièrement une émancipation commune du capital financier, du dollar, des autoritarismes et du militarisme pour des libertés nouvelles et un développement commun des peuples. Nous ne confondons pas les peuples et les pays avec les régimes actuellement en place. »

Amendement « Chine » :

p. 15, lignes 24 à 27, après « conséquence » **ajouter** « lucide ».

Amendement « Europe » :

p. 16, ligne 34, Un ensemble d'amendements est **en cours de rédaction**. Il consiste à la fois en des précisions (clarifications et/ou ajouts), des ajouts correspondants à des développements nouveaux (actualité, ...) et des enrichissements permettant de consolider l'orientation retenue.

L'esprit est d'écrire clairement à la fois que le débat devra continuer après le congrès pour dépasser les divergences qui existent actuellement dans le Parti sur la façon de combattre la construction européenne actuelle, et que tout de suite nous avons suffisamment de choses en commun pour engager de façon offensive la campagne européenne avec Ian Brossat, comme tête de liste, sans fermer la porte à une liste possible de rassemblement.

5 Partie 5 Pour une nouvelle stratégie de rassemblement et d'unité populaire

Amendement « Union » (pour préciser qu'il ne s'agit pas pour nous de récuser les unions en soi.)

p. 17, ligne 7, **ajouter** « Une chose est la nécessaire recherche d'alliances politiques, autre chose est la façon dont on les conçoit et on les pratique. »

6 Partie 6 Pour un Parti communiste utile, agissant, audacieux et novateur, internationaliste et révolutionnaire

Amendement :

p. 20, ligne 29, après « ... qui devrait être la nôtre »,

insérer « afin de promouvoir la capacité d'intervention autonome du peuple. »

Amendement

Page 21, ligne 55 **ajouter**

« Cela demande à la fois un effort organisationnel et d'élaboration politique. ».